

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Amérique andine et plateau des Guyanes

Une publication du SER de Bogota
En collaboration avec les SE de Lima, de Caracas et de l'antenne du SER à Quito
Semaine du 13 mars 2024

Bolivie

En deux semaines, la Banque centrale de Bolivie parvient à vendre des obligations pour 22 M USD.

La Banque centrale de Bolivie (BCB) a réussi à vendre plus de 22 M USD d'obligations BCB en dollars dans le cadre d'initiatives conjointes entre le gouvernement et les acteurs privés pour remédier à la pénurie de dollars dans le pays. Les ventes ont commencé le 27 février et ont suscité une demande significative, avec des échéances allant de trois mois à trois ans et des taux d'intérêt signalés comme compétitifs. Sur les 22 M USD vendus, 4,5 M USD proviennent d'investisseurs individuels tandis que les personnes morales ont investi 17,5 M USD. La participation la plus importante par département a été observée à La Paz, suivie de Cochabamba et de Santa Cruz.

Le groupe de Puebla a fait son arrivée à Santa Cruz avec pour objectif de faciliter un rapprochement entre Evo Morales et Luis Arce.

Le groupe de Puebla, une coalition politique et académique de gauche en Amérique latine, s'est réuni à Santa Cruz de la Sierra pour discuter des enjeux mondiaux tels que l'intégration régionale et les conflits armés. Lors du séminaire "Nouvelle architecture financière régionale", ils ont exprimé leur volonté de rapprocher Evo Morales et le président bolivien Luis Arce. Les représentants de la gauche ont également encouragé le débat international pour la réforme de l'ONU et la relance d'autres mécanismes d'intégration régionale, soulignant

l'importance de l'Amérique latine dans les discussions mondiales à venir.

Colombie

Le CARF met en garde contre le non-respect de la règle budgétaire.

Le Comité Autonome de la Règle Budgétaire (CARF) a exprimé ses préoccupations concernant le plan financier. Le CARF a mis en évidence l'inclusion par le gouvernement de revenus non structurels (arbitrage de contentieux) pour financer des dépenses structurelles. Afin de garantir le respect de la règle budgétaire en 2024, le CARF recommande au gouvernement de procéder à une réduction supplémentaire de son solde primaire de 2,56 Mds USD en veillant à l'équilibre dépenses/recettes. Le CARF alerte également sur le fait que c'est la quatrième année consécutive où le gouvernement national présente des déficits budgétaires supérieurs à 4% du PIB. Le CARF appelle à améliorer la consolidation budgétaire du pays, à programmer des dépenses publiques financées par des ressources structurelles et à renforcer la confiance dans la viabilité des finances publiques à moyen terme. Le CARF souligne également l'importance de réduire les besoins de financement du pays afin d'alléger les intérêts. Selon le CARF cela permettra de générer davantage d'espace pour l'investissement et d'optimiser la capacité d'atténuer des chocs imprévus.

La dette extérieure a légèrement augmenté de 53,1% du PIB fin 2022 à 53,7% du PIB fin 2023.

Selon la banque centrale, la dette extérieure du secteur public fin 2023 représentait 30,9% du PIB et la dette extérieure du secteur privé,

représentait 22,8% du PIB. La dette extérieure est relativement stable entre 2022 et 2023 : la croissance plus importante de la dette publique (7,87%) a été compensée par un niveau de croissance plus faible de la dette privée (5,32%), qui pourrait s'expliquer par une réduction importante de l'investissement du secteur privé en Colombie (- 8,9%). Pour 2024 le niveau de dette devrait être influencé par les niveaux d'investissements dans le pays, mais aussi par l'évolution des engagements de la Colombie envers le FMI.

S&P alerte sur l'impact de la réforme des retraites sur la note créditrice de la Colombie.

Selon S&P la réforme pourrait entraîner une hausse des dépenses et impacter le niveau de dette de la Colombie. Si S&P prévoit un impact budgétaire neutre sur le court-terme, l'agence met en garde contre l'impact potentiel d'une augmentation du niveau des couvertures retraites non contrebalancé par d'autres paramètres structurels (âge de départ, indices de remplacement de pension, etc.), qui se traduirait potentiellement par une pression budgétaire à la hausse menaçant le niveau de dette publique. En outre, S&P s'inquiète vis-à-vis des conditions dans lesquelles fonctionnerait le fonds public qui serait créé avec cette initiative. L'agence souligne que les règles et procédures concernant l'utilisation du nouveau fonds public de retraite restent à définir de manière plus concrète, notamment en ce qui concerne la manière dont les dépenses non liées aux retraites seront évitées.

En Colombie, le secteur du tourisme connaît un fort rebond depuis 2020.

Selon la Banque centrale (BanRep), fin 2023, la Colombie a enregistré une croissance de 18% de son revenu provenant des voyages par rapport à l'année précédente; ceci marque la fin de la contraction connue pendant la pandémie. Comparé à 2020, le revenu du secteur du tourisme a cru de 70%. Cette augmentation peut s'expliquer par l'accélération des flux de touristes étrangers et de colombiens résidant dans un autre pays. L'intensification des flux de visiteurs non-résidents en 2023 (augmentation de 26,6% par rapport à 2022) ont permis de stimuler la

demande nationale à travers la consommation dans les secteurs associés au tourisme, favorisant la croissance économique. En 2023 le flux de touristes internationaux a été de 13,9% supérieur à 2022. Cette tendance à la hausse pourrait se confirmer en 2024, qui présente déjà en début d'année une augmentation de 1,8% du flux de visiteurs par rapport à janvier 2023. En outre, le Ministère du Commerce de l'Industrie et du Tourisme a signalé l'intérêt de nouvelles compagnies aériennes comme Gol (Brésilienne) et Emirate Airlines, mais aussi celui de création de nouvelles routes vers Bogota par les compagnies déjà présentes tels que Latam (Madrid) et Avianca (Montréal).

Le gouvernement a établi un plan de gestion avec un budget de 385 MUSD pour faire face aux conséquences potentielles du phénomène climatique El Niño.

Le plan de gestion gouvernementale colombien se décline en actions concrètes dans les secteurs les plus touchés par le phénomène d'El Niño (agriculture, énergie et environnement). En effet, les sécheresses menacent la production agricole et la production d'électricité (principalement d'origine hydroélectrique). Ainsi, le plan de gestion proposé par le gouvernement présente une pluralité d'actions : modifications du cadre réglementaire pour faciliter l'accès au réseau aux producteurs d'électricité ne dépendant pas des réservoirs d'eau, allègements financiers pour favoriser la résilience des compagnies de commercialisation d'énergie hydraulique, coordination des maintenances programmées dans les centrales thermiques et accélération de l'entrée de nouvelles infrastructures pour renforcer le système.

Equateur

Les prévisions macroéconomiques et les recettes fiscales de l'année 2023 sont revues à la baisse.

Le ministère des finances a annoncé une baisse historique des recettes fiscales en 2023 qui se sont établies à 14,3 Mds USD (contre 15,2 Mds USD en 2022). Cette baisse est imputable à l'annulation de la réforme fiscale

mise en place dans le cadre du programme avec le FMI. Ainsi les recettes totales de l'Etat se sont établies en 2023 à 25,5 Mds USD alors que les dépenses totales ont augmenté (par rapport à 2022) de près de 1 Md USD s'établissant à 30,8 Mds USD. Par ailleurs, le ministère des Finances a revu à la baisse ses prévisions macroéconomiques pour l'année 2023 : l'inflation a atteint 2,2% au lieu des 2,8% initialement prévus et la croissance a été de 0,4% au lieu de 3,1% prévus.

Les exportations minières se consolident comme le 4^e poste d'exportations.

Les exportations minières de l'Equateur sont en augmentation de 19% par rapport à 2022 et ont représenté 3,3 Mds USD. Ainsi les exportations minières se consolident comme le 4^e poste d'exportations équatoriennes, après les crevettes, le pétrole et la banane, représentant 37,75% du total des exportations hors pétrole. L'industrie des mines a permis de créer en 2023 plus de 70 000 emplois directs et 3% des recettes fiscales.

Guyana

120 Mds USD investis pour l'achèvement et la construction d'autoroutes à quatre voies.

Le ministre du Logement Collin Croal a annoncé que le gouvernement du Guyana prévoit d'investir plus de 120 Mds USD dans la finalisation et la construction de plusieurs autoroutes à quatre voies à travers le pays. Ces investissements s'inscrivent dans le cadre d'une vaste stratégie de développement visant à améliorer les infrastructures routières du pays. Parmi les projets déjà achevés figurent la route interconnectée entre Eccles et Great Diamond, ainsi que l'autoroute à quatre voies de l'avenue Mandela à Eccles. D'autres projets en cours comprennent l'autoroute Schoonord à Crane et la route Great Diamond à Buzz Bee Dam. Ces initiatives, soutenues par des investissements publics importants, devraient non seulement améliorer la connectivité et réduire les embouteillages, mais également stimuler le développement économique dans tout le pays.

La société ExxonMobil prévoit le développement d'un 4^e projet d'exploitation offshore d'une valeur de 10 Mds USD.

Prévu pour l'année 2025, ce projet implique la construction d'un quatrième navire flottant de production, de stockage et de déchargement (FPSO) qui devrait produire 250 000 b/j. Les ressources exploitées sont estimées à 900 millions de barils de pétrole. Ce projet lance la voie à des perspectives d'exploitation d'un montant de 11 milliards de barils de pétrole de ressources au large du Guyana dans le bloc Stabroek. Actuellement 3 navires FPSO sont en activité dans le bloc. Un sixième projet d'exploitation est en cours de développement. Une fois approuvé, une production totale de 1,2 millions de barils de pétrole par jour d'ici 2027 serait envisagée.

Suriname

Hausse des tarifs de l'énergie au Suriname : Impact sur les ménages et mesures d'atténuation.

Depuis le 6 mars, les tarifs de l'énergie au Suriname ont connu une augmentation significative de 40% en moyenne, suite à une décision de l'Autorité de l'énergie du Suriname (EAS).

Cette augmentation du tarif est également attribuable à la dépréciation du taux de change, qui a contribué, à hauteur de 26 points de pourcentage, à l'augmentation totale. Le gouvernement du Suriname a décidé de ne pas éliminer de manière abrupte les subventions à l'énergie mais de faire des augmentations successives du tarif bimensuellement jusqu'en mai 2024 et de modifier le mécanisme d'assignation de la subvention. L'objectif serait de créer des incitations à l'austérité dans la consommation énergétique. Dans ce sens, le Ministre des Ressources naturelles David Abiamofa a signalé que tous les ménages vont continuer à être subventionnés si leur consommation est inférieure à 1500 kw/h par mois et qu'au-delà de ce seuil le ménage devra payer les prix du marché.

Exploration de gaz offshore au Suriname : Staatsolie signe une LOI avec Petronas et ExxonMobil.

Staatsolie a franchi une étape significative en signant une lettre d'intention (LOI) avec Petronas et ExxonMobil pour explorer davantage le potentiel d'une découverte de gaz au puits Sloanea-1 dans le Bloc 52, au large du Suriname. Cette collaboration marque un effort conjoint pour évaluer la viabilité commerciale d'un champ de gaz, malgré les premières évaluations qui ont jugé la découverte peu attrayante sur le plan commercial. Avec l'approbation gouvernementale, la LOI établit les principes et les conditions de cette exploration, offrant une période d'exonération fiscale de dix ans à partir du début de la production, présentant ainsi un incitatif pour le développement potentiel du projet.

Pérou

1,2 Md Soles (32,7 MUSD) seront injectés dans l'économie suite à la baisse du taux de réserve obligatoire.

La Banque centrale (BCR) a indiqué qu'à partir du mois d'avril 2024, le taux de réserve obligatoire en monnaie locale serait réduit de 6 % à 5,5 %. Cette mesure complèterait ainsi l'assouplissement monétaire initié en septembre 2023. En diminuant le taux de réserve, la BCR vise à soutenir la croissance économique, en encourageant une hausse des prêts bancaires pour les entreprises et les consommateurs, et une réduction des taux d'intérêt des crédits.

Venezuela

En 2023, les échanges commerciaux entre le Venezuela et les États-Unis ont connu une hausse de 127 % par rapport à 2022.

Dans la présentation de son rapport annuel, la Chambre de commerce et d'industrie vénézuélienne-américaine (VenAmCham) a annoncé que les échanges bilatéraux des deux pays se sont élevés à un peu plus de 6 Mds USD, atteignant pour la première fois en quatre ans un excédent de 1,094 Md USD en faveur du Venezuela.

Le Venezuela aurait atteint une production de pétrole de 877 000 bpj en mars 2024.

Selon les données officielles, la production de mars correspond à une augmentation de 36 000 bpj par rapport au mois de février 2024. La production continuerait à augmenter progressivement, en particulier grâce à Chevron. Le prix du Merey, brut de référence vénézuélien a augmenté de 0,7 USD, soit 1,2 %, pour s'établir à 67,27 USD le baril.

L'inflation en février augmente de 1,2%, la plus faible depuis août 2012

Selon la Banque centrale du Venezuela (BCV), en février 2024, l'inflation a augmenté de 1,2%. L'évolution en cumulée, depuis le début de l'année s'élève à 2,9%, et en glissement annuel de 75,9%. Le secteur qui a enregistré la plus forte inflation est celui des "biens et services divers", + 2,1 % ; puis le secteur des loisirs et de la culture, + 2 %, l'équipement du ménage, + 1,7 %, les produits alimentaires et les boissons non alcoolisées, +0,9% ; les boissons alcoolisées et le tabac + 1,1 %.

D'autre part, L'Observatoire Vénézuélien des Finances (OVF) a indiqué que le Venezuela a enregistré en février 2024 une déflation de 0,5 % et que le taux d'inflation en glissement annuel s'élève à 85%.

Aide-mémoire : indicateurs macroéconomiques

	Population (M)	PIB à prix courants* (Md USD)	Croissance du PIB (en % du PIB)		Compte courant (en % du PIB)	Dette publique brute (en % du PIB)	IDH (rang mondial)		Inflation (%)
	2023 e	2023 e	2022	2023 p.	2023 p.	2023 p.	2021	Variation par rapport à 2020	Variation en fin de période, 2023 p.
Bolivie	12,13	46,8	3,5	1,8	-2,7	80,8	118	+1	3,6
Colombie	52,16	363,8	7,3	1,4	-4,9	55,0	88	0	8,8
Equateur	18,26	118,69	2,9	1,4	1,5	55,5	95	+4	2,4
Guyana	0,794	16,33	62,3	38,4	18	29,9	108	+1	3,8
Pérou	34,509	264,64	2,7	1,1	-1,9	33,9	84	+1	4,2
Suriname	0,624	3,54	1,0	2,1	1,5	107	99	-7	40
Venezuela	26,54	92,21	8,0	4,0	2,2	n.a.	120	-2	250,0
Argentine	46,8	621,83	5	-2,5	-0,6	89,5	47	0	135,7
Brésil	204,2	2 126,2	2,9	3,1	-1,9	88,1	87	-1	4,9
Chili	20,0	344,4	2,4	-0,5	-3,5	38,4	42	+1	4,5
Mexique	131,2	1 811,47	3,9	3,2	-1,5	52,7	86	+2	4,5

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique Régional de Bogota.

jacques.robin@dgtresor.gouv.fr, pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : Jade PLANCKE, Mario DE MENECH, Andrés BRAGANZA, John Anderson COLORADO, Ursula ELEIZALDE, Diego MAGUINA

Abonnez-vous : jacques.robin@dgtresor.gouv.fr; mario.demenech@dgtresor.gouv.fr